

Recueil des Actes Administratifs

TOME 3/4

Mars 2017

Direction des Ressources Humaines
Service Carrière Rémunération

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**DIRECTION DE LA CULTURE ET DU
PATRIMOINE
REGIE DE RECETTES LA PANACEE
Changement de mandataires**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU La décision en date du 16 juin 2015 portant institution d'une régie de recettes auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine pour « La Panacée » pour l'encaissement des ventes de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier.
- VU l'arrêté portant nomination du régisseur de recettes de la régie « La Panacée »;
- VU l'arrêté n°2015/3468/NT/N de nomination de Madame CEBTI Sémiha en qualité de mandataire;
- VU l'avis conforme du régisseur;
- VU l'avis favorable de Madame la Trésorière Municipale du 28 février 2017;

Article 1.

A compter de ce jour, il est mis fin aux fonctions de Madame CEBTI Semiha en qualité de mandataire au sein de ladite régie.

Madame WINLING Charlotte et Madame GOMES FERREIRA Ethel sont nommées mandataires de la régie de recettes « La Panacée » de la Direction de la Culture et du Patrimoine, pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes « La Panacée » de la Direction de la Culture et du Patrimoine, avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2.

Les mandataires ne devront pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif visé en tête du présent arrêté, sous peine d'être constituées comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Les mandataires doivent les encaisser selon les modes de recouvrement prévus dans l'acte constitutif de la régie.

Article 3.

Les mandataires sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle du 21 avril 2006 et notamment celle relative à l'obligation qui leur est faite d'établir procès-verbal chaque fois qu'il y a remise entre eux de la caisse, des valeurs et des justificatifs.

Article 4.

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 15 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL



Publié le : 21 MARS 2017
Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Ressources Humaines
Service Carrière Rémunération

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

DIRECTION PROXIMITE CITOYENNETE

Maison Pour Tous ' Joseph Ricôme' Régie de recettes et d'avances Changement de régisseur

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU la décision du 29 décembre 2010 portant institution d'une régie de recettes et d'avances pour chaque Maison Pour Tous pour l'encaissement de la participation des associations et des usagers aux activités organisées par la Maison Pour Tous, la participation de la mise à disposition de salles, des recettes générées par l'utilisation des appareils mis à disposition du public et le paiement des dépenses liées aux ateliers et animations de la Maison Pour Tous, des dépenses liées à l'organisation et au fonctionnement des Maisons Pour Tous et du paiement des acomptes relatifs aux prestations d'artistes ;
- VU l'arrêté n°2011/0045/NT/N en date du 10 janvier 2011 portant nomination du régisseur de recettes et d'avances, Madame Muriel COPEAUX;
- VU la délibération en date du 6 novembre 2014 fixant les taux de l'indemnité de responsabilité des régisseurs dans la limite des taux dont bénéficient les régisseurs des organismes publics;
- VU l'avis favorable de Madame La Trésorière Municipale en date du 28 février 2017.

ARRETE

Article 1er .

A compter de ce jour, il est mis fin aux fonctions de Madame Muriel COPEAUX en qualité de régisseur de recettes et d'avances.

A compter du 01 mars 2017, Madame Gael-Emilienne BARCELLA ROUDET est nommée régisseur de recettes et d'avances avec mission de recouvrer exclusivement les recettes et de payer les dépenses énumérées dans la décision susvisée.

Article 2.

Madame Gael-Emilienne BARCELLA ROUDET devra verser entre les mains de Madame La Trésorière Municipale, avant d'entrer en fonction le montant de cautionnement fixé à 460 euros par la réglementation en vigueur ou obtenir son affiliation à l'Association Française de cautionnement mutuel pour un montant identique.

Article 3.

En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre motif, Gael-Emilienne BARCELLA ROUDET sera remplacée par Monsieur MARGOT Thierry.

Article 4.

Le régisseur titulaire percevra annuellement une indemnité de responsabilité d'un montant de 120 € fixée par la réglementation en vigueur pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie.

Madame Gael-Emilienne BARCELLA ROUDET percevra la nouvelle bonification indiciaire de 15 points au titre de la présente régie.

Article 5.

Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant sont conformément à la réglementation en vigueur, pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçues, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont effectués.

Ils ne devront pas exiger ou percevoir de sommes ou payer des dépenses pour des produits autres que ceux énumérées dans l'acte constitutif visé en tête du présent arrêté, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Nouveau Code Pénal.

Article 6.

Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant devront présenter leurs registres, leur comptabilité, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

Article 7.

Le régisseur titulaire et le mandataire suppléant appliqueront, chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle du 21 avril 2006 et notamment celle relative à l'obligation qui leur est faite d'établir un procès verbal chaque fois qu'il y a remise entre eux de la caisse, des valeurs ou des justifications.

Article 8.

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie et Madame La Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

15 MARS 2017

Philippe SAUREL



Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Acropole, la contre-allée située du côté des numéros impairs, entre la rue Poséidon et la rue de l'Acropole, Allée de Delos et Place Dionysos

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T622 du **08 mars 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du nettoyage des vitres de la piscine à la demande de la société ACAD ;

Arrête :


Article 1er :

À compter du **19 mars 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T622 du **08 mars 2017** sont prorogées jusqu'au **31 mars 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 mars 2017

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 17 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Allée de Delos**

Arrêté n° 2017-T721

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de VIT'HALLES ;

Arrête :

Article 1er :

Le **31 mars 2017 de 8h à 17h**, Allée de Delos, le stationnement est interdit sauf pour les véhicules nécessaires au déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TRANSMANUDEN.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

17 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Clapiès, Boulevard des Arceaux,, Boulevard Ledru-Rollin, Rue Marioge et Rue Draparnaud

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage d'un film à la demande de CONTISUD PRODUCTIONS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 mars 2017 de 7h00 à 21h00**, Rue Clapiès, entre le n° 5 et le n° 7bis, le stationnement est interdit.

Ces dispositions ne concernent pas les véhicules de CONTISUD PRODUCTIONS.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le **22 mars 2017 de 7h00 à 21h00**, le stationnement est autorisé aux véhicules de CONTISUD PRODUCTIONS :

- au droit du n°1 Boulevard Ledru-Rollin ;
- à l'angle de la Rue du faubourg Saint Jaumes et du Boulevard Henri IV.

Article 3 :

Le **22 mars 2017 de 7h00 à 21h00**, Boulevard des Arceaux, entre le n°9 et le n°13, le stationnement est interdit.

Ces dispositions ne concernent pas les véhicules de CONTISUD PRODUCTIONS.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **22 mars 2017**, Rue Draparnaud et Rue Marioge, pendant certaines phases, la circulation peut être interrompue par périodes n'excédant pas 5 minutes.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CONTISUD PRODUCTIONS.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le **22 mars 2017**, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T de CONTISUD PRODUCTIONS, assignés au tournage d'un film, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

21 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T725

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Général Campredon**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de EDG déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **20 mars 2017**, Rue Général Campredon stationnement dans cette rue pour un déménagement 11bis rue André Michel sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EDG déménagement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux déménagement par la société EDG sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Rambaud**

Arrêté n° 2017-T726

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de chargement et déchargement de matériaux à la demande de Madame Nicole COURBARD ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 mars 2017** et jusqu'au **22 mars 2017** inclus, Rue Rambaud au droit du N°17 la circulation est alternée sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame Nicole COURBARD

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux chargement et déchargement de matériaux sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 MARS 2017

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Publicité et Mobilier sur le Domaine Public

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Autorisation d'implantation de boîtes relais
sur le Domaine Public : La Poste
27 rue Foch**



Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier

- **Vu le Code Général des Collectivités territoriales;**
- **Vu le Code Général de la Propreté des personnes publiques ;**
- **Vu les arrêtés donnant délégation de signature aux Adjointes au Maire ;**
- **Considérant la demande effectuée par Monsieur MEME Xavier, agissant au nom du Groupe La Poste en vue d'obtenir l'autorisation d'occupation du domaine public ;**

Arrête :

Article 1 : Monsieur MEME Xavier, agissant au nom du Groupe La Poste est autorisé(e) à installer sur le domaine public 27, rue Foch les dispositifs suivants : 2 Boîtes aux lettres
Les dimensions hors tout de chaque mobilier est de: 632 mm en largeur, 1018 mm en hauteur et 413 mm en profondeur.

Article 2 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et est délivrée sous réserve de l'observation des règlements en vigueur.

Article 3 : Le permissionnaire s'acquittera, le cas échéant des redevances calculées en fonction du tarif, voté par le Conseil Municipal.

Article 4 : Les occupations du domaine public doivent s'intégrer harmonieusement à l'environnement urbain. Le gestionnaire du mobilier s'engage à le maintenir en parfait état et à en assurer le nettoyage.

Article 5 : L'autorisation est établie à titre personnel. Elle ne peut être cédée, louée, vendue, à l'occasion d'une mutation ou de disparition de l'activité.

Article 6 : L'autorisation peut être retirée ou suspendue à tout moment pour motif d'ordre public ou intérêt général ou en cas de non observation des conditions réglementaires ou de non-paiement des redevances en temps voulu.

Si des travaux occasionnent la suspension, un dégrèvement des droits de voirie au prorata temporis pourra être accordé sur demande.

Tout retrait ou suspension d'une autorisation entraîne l'obligation de libérer immédiatement l'espace public de toute occupation et n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Elle sera révoquée à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige. Celle-ci pourra être retirée immédiatement.

Article 7 : M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 MARS 2017
Monsieur le Adjoint au Maire



Luc ALBERNHE

Publié le : 22 MARS 2017

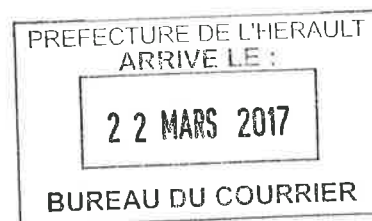
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Saint-Priest**

Arrêté n° 2017-P24

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2017-P12 du 02 février 2017, réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la Rue Saint-Priest;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P127, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 1) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation est interdite aux véhicules de plus de trois tonnes cinq (3,5t) Rue Saint-Priest, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Avenue des Moulins.

Article 2 :

Un sens unique est institué Rue Saint-Priest depuis la Rue de la Mounéda vers et jusqu'au n° 166.

Article 3 :

Un double sens de circulation, à sens prioritaire, est institué dans la Rue Saint-Priest comprise entre le n°166 et l'Impasse Font Trouvé ; les véhicules en provenance de l'Avenue des Moulins et se dirigeant vers l'Avenue du Père Soulas sont prioritaires.

Article 4 :

La Rue Saint-Priest est une voie en impasse depuis l'Avenue du Père Soulas en direction du n° 166.

Article 5 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Saint-Priest :

- dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Avenue des Moulins ;
- dans sa partie comprise entre la Rue de la Galera et le n° 990 ;
- dans sa partie comprise entre la Rue de la Carriérasse et le n° 1572.

Article 6 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Rue Saint-Priest, de l'Avenue du Père Soulas, de la bande cyclable et de la Rue Jean François Champollion ;
- à l'intersection de la Rue Saint-Priest, de l'Avenue des Moulins, de la plate-forme du tramway et de la piste cyclable.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux tramways puis aux véhicules venant par la droite.

Article 7 :

À l'intersection, de la Rue de Puech Villa et de la Rue Saint-Priest, les conducteurs circulant sur la Rue Saint-Priest sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 8 :

À l'intersection, de la Rue de la Valsière et de la Rue Saint-Priest, les conducteurs circulant sur la Rue Saint-Priest sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 9 :

Le stationnement est interdit Rue Saint-Priest :

- côté impair dans sa partie comprise entre l'Avenue des Moulins et la Rue de la Mounéda ;
- des deux côtés dans sa partie comprise entre le n° 1965 et la Rue de Puech Villa ;
- côté pair, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Moulins et la Rue de la Galera et dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Impasse Font Trouvé.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 10 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue Saint-Priest :

- côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue de la Carriérasse et la Rue de Puech Villa et dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Impasse Font Trouvé ;
- côté pair dans sa partie comprise entre la Rue de la Galera et la Rue de Puech Villa.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 11 :

Les véhicules de transport en commun ont 1 place réservée Rue Saint-Priest côté pair face au n° 1995.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 12 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 13 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2017-P12 du 02 février 2017 susvisé, est abrogé.

Article 14 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 16 mars 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **23 MARS 2017**

Arrêté n° 2017-T728

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Impasse du Bois Joli
et Chemin du Réservoir de Montmaur

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation de travaux sur le réseau d'eau potable à la demande de la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 mars 2017 et jusqu'au 30 avril 2017 inclus, le Chemin du Réservoir de Montmaur est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au personnel de la maison de retraite.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 27 mars 2017 et jusqu'au 30 avril 2017 inclus, l'Impasse du Bois Joli est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au personnel de la maison de retraite.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOLATRAG.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "Hérault" and "DÉPARTEMENT" around a central emblem. The signature is stylized and appears to be "Luc ALBERNHE".

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Marcel de Serres

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 mars 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Marcel de Serres des deux côtés, dans sa partie comprise entre la Rue Vézian et la Rue Duchesse d'Abrantes

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Marcel de Serres, emprunte :

- la Rue Vézian et se termine sur le Boulevard des Arceaux.
- la Rue des Reves et se termine sur le Boulevard des Arceaux.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la

signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CITEOS

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 21 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de la Draye**

Arrêté n° 2017-T731

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre la réalisation de sondages à la demande de l'entreprise FONDASOL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **07 avril 2017** inclus, la Rue de la Draye est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux riverains ;
- aux cyclistes ;
- aux piétons.

- Le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise FONDASOL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
CARNAVAL DU QUARTIER DES CEVENNES**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du carnaval de quartier des CEVENNES ;

Arrête :

Article 1er :

Le **01 avril 2017**, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz, dans sa partie comprise entre la Rue des Papyrus et la Rue des Avant-Monts est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ces dispositions sont applicables de 15h00 à 18h00 et seront appliqués à la diligence des services de police.

Article 2 :

Le **01 avril 2017**, la Rue des Avant-Monts est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ces dispositions sont applicables de 15h00 à 18h00 et seront appliqués à la diligence des services de police.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 MARS 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue de la Palissade**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T550 du **02 mars 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 mars 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T550 du **02 mars 2017** sont prorogées jusqu'au **31 mars 2017** inclus:

- La circulation est interdite entre la Rue de la Raffinerie et le n°3 ;
la déviation des véhicules se fera par la Rue Adam de Craponne et la Place Roger Salengro.
- Il est instauré une mise en impasse dans sa partie comprise entre la Rue du Jardin Martel et le n°3.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 16 mars 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 MARS 2017

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Monsieur Fabien ABERT
6ème Adjoint au Maire
Délégué à la Jeunesse et aux Sports
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2092/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Fabien ABERT, 6^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à la Jeunesse ;
- à la Vie étudiante ;
- aux Sports.

Monsieur Fabien ABERT reçoit également délégation à la Maison pour Tous François Villon, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Fabien ABERT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Fabien ABERT n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

17 MARS 2017

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Madame Lorraine ACQUIER
7ème Adjointe au Maire
Délégée aux Relations aux publics
et aux Affaires militaires
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/4159/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Lorraine ACQUIER, 7^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à la Vie quotidienne ;
- à l'Etat civil ;
- au Recensement,
- à l'Administration des cimetières ;
- aux Commémorations ;
- au Service Prest'O ;
- à la Population, incluant les Elections, l'Accueil, le Standard et la certification Qualiville ;
- aux Affaires militaires.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Lorraine ACQUIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Lorraine ACQUIER n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

17 MARS 2017

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier

Monsieur Robert COTTE
10ème Adjoint au Maire
Délégué au quartier Croix d'Argent
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2069/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjointes ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Robert COTTE, 10^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- au Quartier Croix d'Argent.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Robert COTTE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Robert COTTE n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Pascal KRZYZANSKI
12ème Adjoint au Maire
Délégué au quartier Près d'Arènes
et à l'Artisanat
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/4902/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe déléguée aux Affaires économiques, au Commerce et à l'Artisanat,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Pascal KRZYZANSKI, 12^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- au quartier Près d'Arènes ;
- à l'Artisanat, auprès de Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe déléguée aux Affaires économiques, au Commerce et à l'Artisanat, cette délégation n'emportant pas délégation de signature :
 - l'Artisanat d'art
 - la Commission municipale relative aux taxis ;
 - le Suivi de convention Ville/Métropole/Chambre de Métiers et de l'Artisanat
 - la Participation aux commissions, présidées par Madame l'Adjointe, de sélection des Estivales, des Hivernales et du Grand Bazar.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Pascal KRZYZANSKI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Pascal KRZYZANSKI n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Monsieur Christophe COUR
14ème Adjoint au Maire
Délégué à l'Ecologie urbaine
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2088/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Christophe COUR, 14^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- aux Espaces verts (parcs et jardins) ;
- au Parc de Lunaret ;
- à la Biodiversité.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Christophe COUR reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.

- En matière de marchés publics :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Christophe COUR n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

17 MARS 2017

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA
15ème Adjointe au Maire
Déléguée aux Affaires économiques,
au Commerce et à l'Artisanat
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2079/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, 15^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à l'Occupation commerciale du domaine public (conventions d'occupation, halles et marchés, terrasses...) ;
- aux Affaires économiques (taxis, autorisations d'ouvertures et fermetures tardives et dominicales, transfert de tabac...) ;
- à l'Animation et aux Manifestations commerciales ;
- au E-commerce.

Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA reçoit également délégation à la Maison pour Tous L'Escoutaire, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 7 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Guy BARRAL
16ème Adjoint au Maire
Délégué au quartier Centre, à l'Enseignement
de l'Occitan et à la Culture occitane
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2080/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite éducative ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Guy BARRAL, 16^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- au quartier Centre ;
- à l'Enseignement de l'Occitan, auprès de Madame Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite Educative, cette délégation n'emportant pas délégation de signature ;
- à la Culture occitane, auprès de Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la Culture, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

Monsieur Guy BARRAL reçoit également délégation à la Maison pour Tous Albertine Sarrazin, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Guy BARRAL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Guy BARRAL n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

17 MARS 2017

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Madame Sonia KERANGUEVEN
18ème Adjointe au Maire
Déléguée à la Culture
et au quartier Hôpitaux-Facultés
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2082/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Sonia KERANGUEVEN, 18^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à l'Action culturelle ;
- à la Diffusion et la Mise en valeur des Savoirs et à l'Agora des Savoirs,
- aux Archives municipales,
- à l'Innovation numérique,
- à la Culture scientifique et technique ;
- au quartier Hôpitaux-Facultés.

Madame Sonia KERANGUEVEN reçoit également délégation à la Maison pour Tous Rosa Lee Parks, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Sonia KERANGUEVEN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Sonia KERANGUEVEN n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

17 MARS 2017

Montpellier, le
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Gérard CASTRE
4ème Adjoint au Maire
Délégué à la Démocratie participative
et aux Maisons pour Tous
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2090/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Gérard CASTRE, 4^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à la Démocratie participative ;
- à la Vie associative ;
- aux Maisons pour Tous.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Gérard CASTRE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Gérard CASTRE n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

17 MARS 2017

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Monsieur Luc ALBERNHE
8ème Adjoint au Maire
Délégué au Cadre de vie
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2067/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Luc ALBERNHE, 8^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à la Qualité du Cadre de vie ;
- à la Dénomination des rues et espaces publics ;
- à la Coordination des travaux ;
- à Montpellier au quotidien.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Luc ALBERNHE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Luc ALBERNHE n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

17 MARS 2017

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Madame Annie YAGUE
9ème Adjointe au Maire
Déléguée aux Affaires sociales
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2068/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Annie YAGUE, 9^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- aux Affaires sociales et à la Solidarité ;
- à la Politique de la Ville ;
- à la Cohésion sociale ;
- à l'Age d'Or et au Développement des Solidarités inter-générationnelles ;
- à la Lutte contre l'Exclusion et contre les Discriminations ;
- aux Relations culturelles ;
- à l'Accessibilité et au Handicap.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Annie YAGUE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Annie YAGUE n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

17 MARS 2017

Montpellier, le
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Monsieur Henri de VERBIZIER
17ème Adjoint au Maire
Délégué au quartier Mosson
et aux Commission de Sécurité et
d'Accessibilité
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2081/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Henri de VERBIZIER, 17^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- au Quartier Mosson ;
- aux Commissions et Sous-commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité prévues par le décret n° 95-260 du 8 mars 1995, auprès de Monsieur Max LÉVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Henri de VERBIZIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Henri de VERBIZIER n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Rémi ASSIE
19ème Adjoint au Maire
Délégué au quartier Port-Marianne
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2084/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Rémi ASSIE, 19^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- au quartier Port-Marianne.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Rémi ASSIE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Rémi ASSIÉ n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Madame Isabelle MARSALA
5ème Adjointe au Maire
Déléguée à la Réussite éducative
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2091/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Isabelle MARSALA, 5^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à la Réussite éducative (élaboration et mise en place des politiques éducatives et partenariales, actions éducatives péri- et extra-scolaires, relations avec la communauté éducative, prospectives et évolution de la carte scolaire...) ;
- à la Restauration scolaire ;
- à la Gestion du Patrimoine scolaire.

Madame Isabelle MARSALA reçoit également délégation à la Maison pour Tous Joseph Ricôme, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Isabelle MARSALA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Isabelle MARSALA n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

17 MARS 2017

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Madame Titina DASYLVA
11ème Adjointe au Maire
Déléguée à l'Enfance
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2070/F/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Titina DASYLVA, 11^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- aux Crèches (publiques, associatives, d'entreprise), aux Haltes-garderies et à l'Aménagement des structures petite enfance,
- au Développement d'une offre d'accueil diversifiée,
- à l'Education au goût.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Titina DASYLVA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Titina DASYLVA n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Madame Mylène CHARDES
13ème Adjointe au Maire
Déléguée aux Déplacements et à la Circulation
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2072/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Mylène CHARDES, 13^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- aux Déplacements et à la Circulation.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Mylène CHARDES reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Mylène CHARDÈS n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

17 MARS 2017

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Madame Caroline NAVARRE
22ème Adjointe au Maire
Déléguée à la Prévention Santé
et aux Droits des Femmes
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2087/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée.

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Caroline NAVARRE, 22^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à la Prévention Santé, comprenant notamment :
 - les campagnes de promotion de la santé publique;
 - les liens institutionnels avec l'Association Réseau des Villes Santé (ARS) pour les compétences relevant de la délégation Prévention Santé (notamment les questions relevant de la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé) ;
 - les actions éducatives en matière de santé, notamment dans le cadre du Contrat de Ville ;
- aux Droits des Femmes.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Caroline NAVARRE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.

- En matière de marchés publics :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Caroline NAVARRE n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Max LEVITA
Premier Adjoint au Maire
Délégué aux Finances
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2076/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjointes ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à l'Administration générale ;
- aux Affaires juridiques, contentieux, assurances et marchés publics ;
- aux Finances communales, au Budget et à l'Expertise financière, comprenant notamment : la Commission communale des impôts directs, l'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion, la création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, les certificats de ré-imputation comptable, l'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées, les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait, les garanties d'emprunts et gestion de la dette, les achats et production graphique, les cessions et réformes des matériels, la souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie ;
- à l'Evaluation des politiques publiques ;
- à la Gestion active du patrimoine ;
- à l'Economie des ressources et du patrimoine : construction, conduite et conception des opérations et construction publique, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, aux télécommunications ;

- aux Relations avec les collectivités territoriales.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Max LEVITA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

En outre, Monsieur Max LEVITA reçoit délégation générale pour l'ensemble des marchés publics et accords-cadres de la Ville de Montpellier d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT pour l'ouverture des plis et l'enregistrement de leur contenu.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, chaque adjoint reçoit, dans son domaine de délégation, pour les marchés et accords- cadres d'un montant supérieur ou égal à 209 000 € HT, délégation pour l'ouverture des plis et l'enregistrement de leur contenu.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire


Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL
20ème Adjointe au Maire
Déléguée aux Fêtes de la Saint Roch
et à l'Animal en ville
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2085/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- Vu la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'élection du Maire et des Adjoints ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté de délégation de Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe déléguée à la Sécurité,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, 20^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- aux Fêtes de la Saint Roch ;
- à l'Animal en Ville, auprès de Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe déléguée à la Sécurité, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Valérie BARTHAS-ORSAL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.

- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.

- En matière de marchés publics :

- ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
- ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO
21ème Adjoint au Maire
Délégué au quartier Cévennes et aux Elections
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2086/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée aux Relations aux publics et aux Affaires militaires ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO, 21^{ème} Adjoint au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- au quartier Cévennes ;
- aux Elections, auprès de Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée aux Relations aux publics et aux Affaires militaires, cette délégation n'emportant pas délégation de signature.

Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit également délégation à la Maison pour Tous Paul-Emile Victor et à la Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Monsieur Jean-Marc DI RUGGIERO n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

17 MARS 2017

Montpellier, le
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Madame Stéphanie JANNIN
2ème Adjointe au Maire
Déléguée à l'Urbanisme
et à l'Aménagement durable
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2077/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- **Vu** l'arrêté de délégation de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Stéphanie JANNIN, 2^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à l'Urbanisme et l'Aménagement durable, notamment à la planification communale, aux actes relatifs et au suivi de toutes les procédures relatives à la planification urbaine, zones d'aménagement concerté (ZAC), aux zones d'aménagement différé (ZAD), aux projets urbains partenariaux (PUP) et aux programmes d'aménagement d'ensemble (PAE) ;

- à l'Urbanisme opérationnel, notamment à l'instruction, délivrance et contrôle des autorisations d'occupation du sol (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, déclarations préalables, procès-verbaux d'infraction, arrêtés interruptifs de travaux et tout document de même type), y compris lorsque l'autorisation au titre du Code de l'urbanisme vaut autorisation au titre d'une autre réglementation (notamment pour les ERP, IGH, ICPE ou monuments/sites protégés, en application du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code du patrimoine) ;
- à la Protection et la mise en valeur du patrimoine, notamment aux secteurs sauvegardés, aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP), aux aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) ;
- à la Politique foncière : exercice du droit de préemption dans les conditions définies par le Code de l'urbanisme à l'exception de celui prévu par l'article L240-1, procédures d'expropriation, totalité des actes de cession, d'acquisition ou de mise à disposition immobilière, exercice du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, fonds de commerce et baux commerciaux dans les conditions prévues par l'article L214-1 du Code de l'urbanisme ;
- aux Conventions et titres constitutifs de droits réels que la Commune soit preneur ou donneur à bail ;
- aux Procédures d'enquêtes publiques de classement et déclassement du domaine public prévues par le Code de la voirie routière ;
- au Schéma d'urbanisme commercial ;
- au Renouvellement urbain (dans le cadre de l'ANRU) ;
- au Logement : droit au logement et service municipal de la caution, Observatoire du logement précaire, hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO et dispositif Clé Montpellier Logement ;
- à l'Observatoire urbain.

Madame Stéphanie JANNIN reçoit également délégation à la Maison pour Tous Michel Colucci, auprès de Monsieur Gérard CASTRE, Adjoint délégué à la Démocratie participative et aux Maisons pour Tous. Cette délégation n'emporte pas délégation de signature.

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Stéphanie JANNIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Stéphanie JANNIN n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Madame Marie-Hélène SANTARELLI
3ème Adjointe au Maire
Déléguée à la Sécurité publique
Abroge et remplace l'arrêté n° 2016/2089/T/R

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18, L 2122-21, L 2122-22, L 2122-23 ;
- **Vu** la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- **Vu** l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- **Vu** le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **Vu** l'élection du Maire et des Adjoints ;
- **Vu** la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Madame Marie-Hélène SANTARELLI, 3^{ème} Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation :

- à la Police municipale ;
- au Conseil Local de Sécurité et Prévention de la Délinquance (CLSPD) ;
- à la Médiation sociale ;
- au Contrôle du stationnement de surface ;
- à la Vidéo-protection ;
- à l'Animal dans la ville ;
- à l'Hygiène et la sécurité sanitaire (prévention sanitaire et contrôle des conditions d'hygiène et de santé, campagnes liées à un risque de santé publique, vaccinations, liens institutionnels avec l'Association Réseau des Ville Santé (ARS) pour les compétences relevant de la sécurité sanitaire...) ;
- à la Lutte contre l'habitat indigne ;
- à l'Environnement (suivi des ICPE, pollutions du milieu [eau/air/sol]...) ;
- à la Sécurité civile (comprenant le Plan Communal de Sauvegarde).

ARTICLE 2 :

Dans le domaine défini à l'article 1, Madame Marie-Hélène SANTARELLI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation.
- Délégation de signature, pour les décisions prévues à l'article L 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération du 24 avril 2014 modifiée portant délégation du Conseil Municipal au Maire.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ délégation de signature pour les décisions autorisant la signature des marchés publics et accords-cadres d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT ainsi que toute décision autorisant leurs modifications ;
 - ✓ délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation, d'exécution et de règlement de tous les marchés public et accords-cadres dont le montant est supérieur ou égal à 209 000€ HT ainsi que toute décision concernant leurs modifications.

Néanmoins, la délégation consentie à Madame Marie-Hélène SANTARELLI n'inclut l'ouverture des plis de marchés publics et accords-cadres et l'enregistrement de leur contenu, qu'en cas d'absence ou d'empêchement du Président de la Commission d'Appel d'Offres, lequel dispose d'une compétence générale pour cette procédure.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 MARS 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Georges Clémenceau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
 - VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
 - VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
 - VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
 - VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
 - VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
 - CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux coordonnés de branchements aux réseaux d'adduction en eau potable et de raccordement au réseau des eaux usées à la demande des Services Techniques de Véolia et de la régie des eaux. ;
- Arrête :**

Article 1er :

À compter du 03 avril 2017 et jusqu'au 15 avril 2017 inclus, Avenue Georges Clémenceau, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie selon les emprises nécessaires aux travaux.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du 03 avril 2017 et jusqu'au 15 avril 2017 inclus, Avenue Georges Clémenceau, dans sa partie comprise entre le Boulevard Vieussens et la Rue Enclos Fermaud, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du 03 avril 2017 et jusqu'au 15 avril 2017 inclus, Avenue Georges Clémenceau, dans sa partie comprise entre la Rue Marcel Arnoye et la Rue Meyrueis, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

La circulation générale est reportée selon l'emprise par la voie habituellement dédiée à la circulation des transports en commun.

Article 4 :

À compter du **03 avril 2017 et jusqu'au 15 avril 2017** inclus, Avenue Georges Clémenceau le couloir bus est fermé depuis la Rue de Bercy vers et jusqu'à la Place du Huit Mai 1945, la circulation de tout véhicule est interdite.

Les transports en commun sont déviées en amont par la Rue Ernest Michel puis le Boulevard Berthelot.

Article 5 :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **15 avril 2017** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Rigaud ;
- la Rue Roudil dans sa partie comprise entre la Rue Joseph Vidal et la Rue Rigaud.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, aux véhicules de secours et de service public.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Roudil, emprunte :

- la Rue Balard
- la Rue Chaptal

et se termine sur le Boulevard Renouvier.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RDL

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Général Riu et Rue des Aiguerelles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de protection du réseau aérien ERDF à la demande de l'entreprise SANCHIS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **24 mars 2017**, la circulation est interdite Rue Général Riu, dans sa partie comprise entre la Rue des Deux Ponts et la Rue Henri René
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à la société DARVER.

Article 2 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- en provenance de la Place Carnot par :
 - la Rue des Aiguerelles
 - la Rue Farges
 - le Boulevard de Strasbourg
 - la Rue des deux Ponts
 - la Rue Henri René

Article 3 :

Le **24 mars 2017**, la Rue des Aiguerelles, dans sa partie comprise entre la Rue Général Riu et la Rue des Deux Ponts est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à la société DARVER.
- Le stationnement est interdit.

Article 4 :

Les déviations suivantes sont mises en place :

- en provenance de Boulevard de Strasbourg par :
 - o la Rue des deux Ponts
 - o la Rue Henri René

en provenance de la Place Carnot par :

- o la Rue des Aiguerelles
- o la Rue Farges
- o le Boulevard de Strasbourg
- o la Rue des deux Ponts
- o la Rue Henri René

Article 5 :

Le **24 mars 2017**, Rue Général Riu, dans sa partie comprise entre la Rue des Aiguerelles et la Rue Henri René, le stationnement est interdit.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T742

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Urban Trail de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de l'Urban Trail de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 2 :

Le **13 mai 2016 de 20h30 à 24h00**, une priorité de passage est instituée pour le service d'organisation et les participants de l'Urban Trail de Montpellier sur les voies de l'itinéraire suivant :

-Promenade du Peyrou, rue Foch, rue d'Albisson, rue des Carmes du Palais, rue de la Valfère, rue Poitevine, rue de l'Amandier, rue Eugène Lisbonne, rue de l'Huile, rue Terral, rue de la Rochelle, rue Saint Guilhem, rue Alexandre Cabanel, rue des Balances, rue des Soeurs Noires, rue Saint Paul, place Saint Roch, rue Voltaire, rue Vallat, rue des Soeurs Noires, rue de l'Ancien Courrier, rue du Bras de Fer, rue des Trésoriers de la Bourse, rue Joubert, rue de l'Ancien Courrier, rue Jacques d'Aragon, rue En Rouan, Grand-Rue Jean Moulin, rue du Petit Paris, Boulevard de l'Observatoire, Tour de la Babote, rue Richelieu, place Molière, rue des Etuves, rue Massane, Grand-Rue Jean Moulin, rue Jacques Coeur, rue Fabre, rue des Augustins, traversée du Boulevard Sarraill, traversée de l'Esplanade Charles de Gaulle, allée Jules Milhaud, passage de l'Horloge, avenue Henri Frenay, place Paul Bec, rue de la Spirale, passage Nicolas IV, place d'Aguesseau, allée Jean de Beins, avenue Frédéric Mistral, esplanade Charles de Gaulle, descente En Barrat,

rue Bocaud, rue des Ecoles Laïques, rue Sainte Ursule, rue de la Verrerie Basse, rue du Refuge, rue de l'Université, rue de l'Arc des Mourgues, rue de la Providence, rue de l'Abbé Marcel Montels, rue Lallemand, rue Saint Pierre, place de la Canourgue, rue Sainte Croix, rue Coste Frège, rue Jean Jacques Rousseau, rue Béchamp, rue de l'Ecole de Médecine, rue du Cardinal de Cabrières, rue Armand Gautier, Boulevard Henri IV, rue Jean Jacques Rousseau, rue Puits du Palais, rue Placentin, rue Foch, traversée de la rue de la Blottière, Promenade du Peyrou.

Article 3 :

Le **13 mai 2016 de 20h00 à 24h00**, le stationnement est interdit sur l'ensemble du parcours de l'Urban Trail défini à l'article 2 du présent arrêté.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du service d'organisation de l'Urban Trail.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017

 **Monsieur l'Adjoint délégué**

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Subleyras

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de Voirie à la demande de Razel Bec ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 mars 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, Rue Subleyras côté impair au PR 1 + 0, le stationnement unilatéral permanent est interdit.
Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Razel-Bec

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Font Carrade

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement de trottoir à la demande de Razel Bec ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, Rue de Font Carrade sur 2 places au niveau de l'entrée terrain multisport du Collège.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Razel Bec

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T746

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Mas de Calenda

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre des travaux d'élagage et d'abattage d'arbres à la demande de l'entreprise L'Arbre en tête ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **29 mars 2017** inclus, la Rue du Mas de Calenda est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise L'Arbre en tête.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Font Carrade

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement trottoir à la demande de Razel Bec ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 mars 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, Rue de Font Carrade côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue Rémy Belleau et le n° 165 sur 1 place, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Razel Bec

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017

 Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 21 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue d'Assas
et Rue Doria**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage d'un film à la demande de CONTISUD PRODUCTIONS ;

Arrête :

Article 1er :

Le 22 mars 2017 de 7h00 à 11h00, Avenue d'Assas, entre le n° 1 et le n° 9, le stationnement est interdit.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de Contisud Productions.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le 22 mars 2017 de 7h00 à 11h00, Rue Doria, entre le n° 8 et le n° 16, le stationnement est interdit.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de Contisud Productions.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Le 22 mars 2017, Avenue d'Assas, pendant certaines phases, la circulation peut être interrompue au droit du tournage par périodes n'excédant pas 2 minutes.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CONTISUD PRODUCTIONS.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 21 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Carré du Roi

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de rénovation du bâtiment à la demande de Carrillon ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 mars 2017** et jusqu'au **07 avril 2017** inclus, Rue du Carré du Roi sur 2 places à l'intersection de la Rue Magnol, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Ces dispositions sont applicables **7h00 à 18h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Carrillon

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

The image shows a circular official stamp of the Mayor of Montpellier (Hérault) in blue ink. Overlaid on the stamp is a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Luc ALBERNHE'.

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T755

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Coligny**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux géodétection à la demande de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **28 avril 2017** inclus, la Rue Coligny est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise VRD'TECT.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 MARS 2017



Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Pic Saint Loup

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de sondages à la demande de GINGER CEBTP.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 mars 2017** et jusqu'au **31 mars 2017** inclus, l'Avenue du Pic Saint Loup, dans sa partie comprise entre la Rue de l'Espinouse et la Rue de l'Hortus est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GINGER CEBTP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 17 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017



Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain

Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier



**Mise en demeure de
Monsieur VIGIER Sébastien
Arrêté de retrait**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu le Code Rural, et notamment les articles L211-11 et suivants,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire Déléguée à la sécurité,
- Vu l'arrêté n°2016/2091 du 06/06/2016, donnant délégation de signature à Madame MARSALA Isabelle, Déléguée à la Réussite Educative en l'absence de Madame SANTARELLI Marie-Hélène pour la période du 13/03/2017 au 17/03/2017 inclus,
- Considérant les violences commises le 25/09/2016, le 09/02/2017 et le 01/03/2017 par le chien mordeur dénommé JOKO de type Cané Corso- né le 06/10/2014, identifié par transpondeur n° 250 268 711 199 920 appartenant à Monsieur Sébastien VIGIER demeurant au 140 Passage Charles Tillon - 34070 Montpellier,
- Considérant le compte rendu d'évaluation comportementale effectué par le Dr BOULET Thierry en date du 08 Mars 2017 qui classe le chien en niveau de risque **4(4)**,
- Considérant l'évaluation du Dr BOULET Thierry qui indique l'historique et la gravité des morsures sur la voie publique de cet animal, l'utilisation en chien de garde hors dressage spécifique,
- Considérant l'absence de prise en compte et de perception du danger potentiel de cet animal par son propriétaire, de la divagation à de multiples reprises de cet animal sur la voie publique sans que son propriétaire intervienne, de l'aspect amical de cet animal alternant avec des séquences d'agression,
- Considérant que le Dr BOULET Thierry indique que cet animal présente pour la population un danger permanent, grave et immédiat,
- Considérant tous les éléments précités, il a été demandé que ce chien soit placé dans un lieu de dépôt adapté dans les plus brefs délais.

ARRETE

Article 1^{er} :

Monsieur VIGIER Sébastien demeurant au 140 Passage Charles Tillon - 34070 Montpellier est informé que son chien dénommé JOKO et répondant au signalement suivant de type Cané Corso né le 06/10/2014, identifié par transpondeur n° 250 268 711 199 920519 est placé dans un lieu de dépôt adapté dans les plus brefs délais.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **20 MARS 2017**
Madame la Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : **22 MARS 2017**

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier



Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes Quartier Centre-Ville

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu l'arrêté n°2016/2091 du 06/06/2016, donnant délégation de signature à Madame MARSALA Isabelle, Déléguée à la Réussite Educative en l'absence de Madame SANTARELLI Marie-Hélène pour la période du 13/03/2017 au 17/03/2017 inclus,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Avril 2017 au 31 Mai 2017 dans le quartier Centre-Ville. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 -Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :

- la Fondation 30 Millions d'Amis
- l'Ecole du Chat
- et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 MARS 2017
Madame la Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : 22 MARS 2017

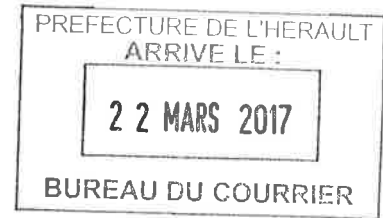
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Certificat d'affichage

Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER


C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° A-2017-316 du 20 Mars 2017

«Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes
Quartier Centre-Ville »

a été affiché en Mairie à compter du 03/04/2017 sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 03/04/2017

Pour Monsieur le Maire et par Délégation
Le Directeur de la Réglementation et
Tranquillité Publique



Monsieur Jean-Pierre VIALAY

Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain

Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier



Arrêté Municipale Campagne de stérilisation des populations félines Quartier Les Cévennes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu l'arrêté n°2016/2091 du 06/06/2016, donnant délégation de signature à Madame MARSALA Isabelle, Déléguée à la Réussite Educative en l'absence de Madame SANTARELLI Marie-Hélène pour la période du 13/03/2017 au 17/03/2017 inclus,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,
- Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Avril 2017 au 31 Mai 2017 dans le quartier Les Cévennes. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 -Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :

- la Fondation 30 Millions d'Amis
- l'Ecole du Chat
- et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 MARS 2017
Madame la Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : 22 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Certificat d'affichage

Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n°A-2017/320 du 20 Mars 2017

«Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes
Quartier Les Cévennes »

a été affiché en Mairie à compter du 03/04/2017 sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 03/04/2017

Pour Monsieur le Maire et par Délégation
Le Directeur de la Réglementation et
Tranquillité Publique



Monsieur Jean-Pierre VIALAY

Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier



Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes Quartier Près d'Arènes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,
- Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,
- Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu l'arrêté n°2016/2091 du 06/06/2016, donnant délégation de signature à Madame MARSALA Isabelle, Déléguée à la Réussite Educative en l'absence de Madame SANTARELLI Marie-Hélène pour la période du 13/03/2017 au 17/03/2017 inclus,
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,
- Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,
- Considérant les nuisances sanitaires potentielles,
- Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,

-Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Avril 2017 au 31 Mai 2017 dans le quartier Près d'Arènes. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 -Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :
-la Fondation 30 Millions d'Amis
-l'Ecole du Chat
-et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **20 MARS 2017**

Madame la Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : 22 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Certificat d'affichage

Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° A-2017/328 du 20 Mars 2017

«Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes
Quartier Près d'Arènes »

a été affiché en Mairie à compter du 03/04/2017 sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 03/04/2017

Pour Monsieur le Maire et par Délégation
Le Directeur de la Réglementation et
Tranquillité Publique



Monsieur Jean-Pierre VIALAY

Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier



Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes Quartier Hôpitaux-Facultés

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

-Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,

-Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,

-Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,

-Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,

-Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,

-Vu l'arrêté n°2016/2091 du 06/06/2016, donnant délégation de signature à Madame MARSALA Isabelle, Déléguée à la Réussite Educative en l'absence de Madame SANTARELLI Marie-Hélène pour la période du 13/03/2017 au 17/03/2017 inclus,

-Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,

-Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,

-Considérant les nuisances sanitaires potentielles,

-Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,

-Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Avril 2017 au 31 Mai 2017 dans le quartier Hôpitaux-Facultés. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 -Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :

- la Fondation 30 Millions d'Amis
- l'Ecole du Chat
- et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le **20 MARS 2017**
Madame la Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : 22 MARS 2017

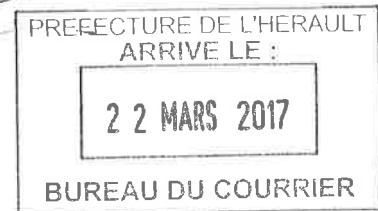
Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Certificat d'affichage

Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER

C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° A-2017/323 du 20 Mars 2017

« Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes
Quartier Hôpitaux-Facultés »

a été affiché en Mairie à compter du 03/04/2017 sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 03/04/2017

Pour Monsieur le Maire et par Délégation
Le Directeur de la Réglementation et
Tranquillité Publique



Monsieur Jean-Pierre VIALAY

Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier



**Arrêté Municipal Campagne de stérilisation
des populations félines errantes
Quartier Val de Croze**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,

-Vu l'article L.211-27 du Code Rural et de la pêche maritime relatif aux chats vivants en groupe dans les lieux publics de la commune sans propriétaire ou détenteur,

-Vu les articles L.211-22 de ce même Code précisant que les maires prennent toutes les dispositions nécessaires pour empêcher la divagation des chiens et des chats et l'article L.211-23 qui définit la divagation de ces animaux,

-Vu l'article R.211-12 précisant que le maire est tenu d'informer la population des modalités selon lesquelles les animaux mentionnés à l'article L.211-22 sont pris en charge,

-Vu le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et plus particulièrement ses articles 99-6,

-Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,

-Vu l'arrêté n°2016/2091 du 06/06/2016, donnant délégation de signature à Madame MARSALA Isabelle, Déléguée à la Réussite Educative en l'absence de Madame SANTARELLI Marie-Hélène pour la période du 13/03/2017 au 17/03/2017 inclus,

-Vu la délibération du Conseil Municipal n°2014/473 en date du 06 novembre 2014 autorisant le partenariat entre la Ville et la Fondation 30 Millions d'Amis contractualisé par une convention signée le 23/03/15,

-Considérant la prolifération des chats errants sur la Commune de Montpellier,

-Considérant les nuisances sanitaires potentielles,

-Considérant les actes de maltraitances provoquées par la surpopulation féline,

-Considérant que la divagation des chats errants pose un réel problème de salubrité publique, la commune de Montpellier a décidé de poursuivre et d'engager des actions en vue de réguler cette population afin d'en limiter les nuisances,

ARRETE

Article 1er :

Il est décidé de faire procéder à la capture, à la stérilisation et à l'identification des chats non identifiés, sans propriétaire ou sans gardien, vivants en groupe dans les lieux publics de la commune, conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection animale, puis les relâcher sur leurs lieux de vie.

Article 2 :

Une campagne de capture de chats se déroulera du 1^{er} Avril 2017 au 31 Mai 2017 dans le quartier Val de Croze. Les animaux capturés, déjà identifiés, seront conduits à la fourrière Animale Noé située RD 185 -Lieu-dit Carré du Roi à Villeneuve Les Maguelone. Les animaux réclamés seront remis à leur propriétaire contre remboursement des frais de garde.

Article 3 :

L'identification réglementaire des animaux définis à l'article 1er sera réalisée au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 4 :

La remise sur les lieux de vie des chats, après stérilisation et identification, sera réalisée par les services de la Ville, et plus particulièrement par l'intermédiaire du service dédié. La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde de ces populations sont placés sous la responsabilité de la Ville et de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Article 5 :

Cette opération est organisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec :

- la Fondation 30 Millions d'Amis
- l'Ecole du Chat
- et l'association Les Pattounes du Cœur.

Article 6 :

L'information du public consistera en l'affichage du présent arrêté à l'Hôtel de Ville et dans le quartier concerné, et sa publication sur le site internet de la Ville : www.montpellier.fr.

Article 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 MARS 2017
Madame la Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : 22 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de la
règlementation et de la
tranquillité publique

Certificat d'affichage

Monsieur le Maire de la Ville de MONTPELLIER

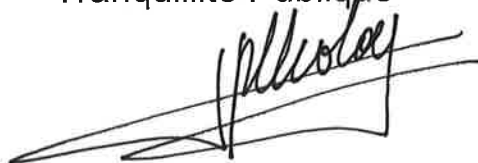
C E R T I F I E que l'arrêté municipal n° *A-2017/324* du 20 Mars 2017

«Arrêté Municipal Campagne de stérilisation des populations félines errantes
Quartier Val de Croze »

a été affiché en Mairie à compter du 03/04/2017 sur les panneaux officiels prévus à cet effet.

MONTPELLIER, le 03/04/2017

Pour Monsieur le Maire et par Délégation
Le Directeur de la Règlementation et
Tranquillité Publique



Monsieur Jean-Pierre VIALAY



Direction Réglementation et Tranquillité Publique
Service Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Animal présentant un danger grave et
immédiat
Euthanasie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2,
- Vu le Code Rural, et notamment les articles L211-11 et suivants,
- Vu l'arrêté n°2016/2089 donnant délégation de fonction à Madame SANTARELLI Marie-Hélène, Adjointe au Maire, déléguée à la sécurité,
- Vu l'arrêté n°2017/0697 du 25/02/2017, donnant délégation de signature à Madame MARSALA Isabelle, 5^{ème} Adjointe au Maire, Officier d'état civil, en l'absence de Madame SANTARELLI Marie-Hélène pour la période du 13/03/2017 au 17/03/2017 inclus,
- Considérant l'intervention de l'Unité de capture en date du 15 Février 2017, pour un chien errant Boulevard Pedro de Luna 34 070 Montpellier,
- Considérant que ce chien de type Pit Bull mâle de couleur noir et blanc est non identifié,
- Considérant tous les éléments précités, il est demandé que ce chien de 1^{ère} catégorie présentant un danger grave et immédiat soit euthanasié dans les plus brefs délais,

ARRETE

Article 1 :

Le chien de type Pit Bull mâle de couleur noir et blanc, non identifié trouvé errant, sera euthanasié dans les plus brefs délais.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Monsieur le Directeur Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 :

Le présent arrêté peut-être attaqué devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur.

Montpellier, le **20 MARS 2017**
Madame la Adjointe au Maire

Isabelle MARSALA

Publié le : 22 MARS 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Boulevard Renouvier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement sur le réseau assainissement à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 avril 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, le Boulevard Renouvier, entre le n° 46 et le n° 52 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T756

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de La Rochelle**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux branchement à la demande de Enedis ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, la Rue de La Rochelle entre la rue Poitevine et la rue Terral est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'intervenant

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Alexis Alquié et Rue Frédéric Peyson

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de fibre optique à la demande de l'entreprise SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **10 avril 2017** inclus, la Rue Frédéric Peyson, entre le n° 12 et le n° 18 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société SOGETREL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **10 avril 2017** inclus, la Rue Alexis Alquié, entre le n° 18 et le n° 14 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société SOGETREL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Las Sorbes**

Arrêté n° 2017-T758

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau de gaz à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, la Rue de Las Sorbes, dans sa partie comprise entre la Rue de Clémentville et la Rue des Fraisiers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T760

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Chaptal**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'emménagement à la demande de Madame POTIER Jocelyne ;

Arrête :

Article 1er :

Le **24 mars 2017**, Rue Chaptal en dehors des places handicapées sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame POTIER Jocelyne

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux déménagement , sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T761

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Paul Eluard**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Monsieur Patrice CAZAL ;

Arrête :

Article 1er :

Le **26 avril 2017**, Rue Paul Eluard au droit du N°20 sur un emplacement de 15 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Monsieur CAZAL

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T762

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rambla des Calissons**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déchargement de matériel à la demande de Madame VIGNAUX Fabienne ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 mai 2017** et jusqu'au **07 mai 2017** inclus, Rambla des Calissons au droit du N° 133 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame VIGNAUX Fabienne

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

23 MARS 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Auguste Comte, Rue Emile Zola
et Place Pierre Flotte**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'éclairage public menés par la Métropole à la demande du Service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, le stationnement est interdit :

- Rue Auguste Comte du côté des numéros impairs ;
 - Place Pierre Flotte, entre la Rue Emile Zola et la Rue Auguste Comte.
- le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, Rue Emile Zola au droit du n°2, la circulation des véhicules est alternée par piquet K10.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Citeos.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T764

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue de Puech Villa**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux ~~de~~ sur les réseaux ERDF à la demande de ENEDIS.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 mars 2017** et jusqu'au **23 mars 2017** inclus, la circulation est interdite Rue de Puech Villa, dans sa partie comprise entre la Rue Saint-Priest et l'Avenue des Apothicaires dans le sens Avenue Ernest Hemingway en direction de l'Avenue des Apothicaires

Ces dispositions sont applicables **de 21h30 à 6h00.**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de Puech Villa, emprunte :

- la Rue Saint-Priest
- la Rue de la Galera
- la Rue de la Croix de Lavit

et se termine sur la Rue de Puech Villa.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SPIE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017





Arrêté du Maire

Agence Métropole
223, rue Guglielmo Marconi
34000 MONTPELLIER
Téléphone. 0467 67 82 20

Affaire suivie par Béatrice Caracci
Références RD132 carottage

Objet : – restriction de circulation – RD 132– Montpellier

Le Maire de la commune de Montpellier ,

Vu l'article L 3221-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la route et notamment le livre 4 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 8^{ème} partie : signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel ;

Vu l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;

Vu la demande de l'entreprise GINGER CEBTP en date du 14/03/2017, qui va effectuer des travaux de carottages pour recherche d'amiante pour le compte du 3M ;

Considérant l'obligation de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et des ouvriers,

Arrête

Article 1:

La circulation de tous les véhicules sur la RD 132 du PR 13+130 au PR 14+950 sur la commune de Montpellier, du 27/03/2017 au 07/04/2017 de 9h à 16h30, sera réglementée conformément aux dispositions suivantes :

- neutralisation ou réduction de voie, la circulation sera conforme au manuel du chef de chantier du guide du SETRA

Article 2:

La signalisation routière réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (LIVRE 1-8^e partie).

La signalisation nécessaire dans son ensemble est à la charge de l'entreprise GINGER CEBTP, représentée par Monsieur MEDDOUR Romain- Parc d'activités Clément Ader 12 rue des frères Lumière 34830 Jacou. (Contact astreinte 24/24, 7J/7J LIPPLER Thierry, 06.19.77.45.75) sous le contrôle de l'agence technique départementale Métropole.

Article 3:

Cet arrêté devra être affiché au droit du chantier par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4:

Monsieur le Directeur de l'agence technique Métropole placée au sein des services du Département, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui lui a été notifié et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune.

Fait à Montpellier, le 20 mars 2017

Monsieur l'Adjoint délégué de la commune de Montpellier.

Luc ALBERNHE



Ampliation

Monsieur le Maire de Montpellier

EDSR 34,

Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique,
Hérault Transports,

Publié le : 24 MARS 2017

Arrêté de Restriction

Agence Métropole
223,rue Guglielmo Marconi
34000 MONTPELLIER
Téléphone. 0467 67 82 20

Affaire suivie par C JEAN
Références RD 132 aximum 2017

Objet : – restriction de circulation – RD 132 – Montpellier

Le Maire de la commune de Montpellier ,

Vu l'article L 3221-4 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la route et notamment le livre 4 ;

Vu le code de la voirie routière ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, 8^{ème} partie : signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel ;

Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire ;

Vu la demande de l'entreprise AXIMUM en date du 24/03/2017, qui va effectuer des travaux de réparation de glissières de sécurité pendant trois jours, pour le compte de CG34 ;

Vu l'avis du Préfet en date du 14/02/2017 ;

Considérant l'obligation de réglementer la circulation pour la sécurité des usagers et des ouvriers,

Arrête

Article 1:

La circulation de tous les véhicules sur la RD 132 du PR 14+000 au PR 14+500 sur la commune de Montpellier, entre les dates du 10/04/2017 au 21/04/2017 de 09h à 16h, sera réglementée conformément aux dispositions suivantes :

- neutralisation des bretelles de l'échangeur A750 par FLR et cônes de chantier effectuée par l'Agence Métropole
- neutralisation de la bretelle de sortie de l'A750 vers la RD 132 effectuée par la DIR

Article 2:

La signalisation routière réglementaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (LIVRE 1-8[°] partie).

Cette signalisation sera mise en place et entretenue 24/24, 7J/7J par l'agence technique Métropole.

Article 3:

Cet arrêté devra être affiché au droit du chantier par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4:

Monsieur le Directeur de l'agence technique Métropole placée au sein des services du Département, agissant au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, sera chargé de l'exécution du présent arrêté qui lui a été notifié et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Commune.

Madame l'Adjointe au Maire
Brigitte ROUSSEL-GALIANA



Ampliation

Monsieur le Maire de Montpellier

Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique,

Hérault Transports,

CODIS 34,

DDTM34

Publié le : **30 MARS 2017**

Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Place Ernest Granier

Arrêté n° 2017-P25

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-7, R. 415-10, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2014-P232 du **19 décembre 2014** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules place Ernest Granier ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P127, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 1) ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P129, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 3) ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À l'intersection de la Place Ernest Granier, de l'Avenue Marie de Montpellier, de l'Avenue Raymond Dugrand, de l'Avenue de Boirargues et de l'Avenue du Mondial 98, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

Article 2 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Place Ernest Granier avec la plate-forme du tramway.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs circulant sur la Place Ernest Granier, et abordant cette intersection, sont tenus de céder le passage aux tramways.

Article 3 :

À l'intersection, de l'Avenue Raymond Dugrand et de la voie de sortie du parking des Agapanthias, les conducteurs circulant sur le Parking des Agapanthias sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

À l'intersection, de la voie du parking des Aromias dans les deux sens et de la Rue de Raguse, les conducteurs circulant sur le Parking des Aromias sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 5 :

À l'intersection, de l'Avenue de Boirargues et de la voie de sortie du parking des Anthaxias, les conducteurs circulant sur le Parking des Anthaxias sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 6 :

À l'intersection, de l'Avenue du Mondial 98 et de la voie de sortie du parking des Acilius, les conducteurs circulant sur le Parking des Acilius sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 7 :

La partie centrale est réservée à la circulation à double sens du tramway Place Ernest Granier, dans sa partie comprise entre l'Avenue Marie de Montpellier et l'Avenue du Mondial 98 et, dans sa partie comprise entre l'Avenue Marie de Montpellier et l'Avenue Raymond Dugrand.

Article 8 :

Un sens unique est institué sur :

- le Parking des Agapanthias depuis l'Avenue du Mondial 98 vers et jusqu'à l'Avenue Raymond Dugrand ;
- le Parking des Aromias depuis l'Avenue Raymond Dugrand vers et jusqu'à la Rue de Raguse ;

- le Parking des Anthaxias depuis l'Avenue Marie de Montpellier vers et jusqu'à l'Avenue Raymond Dugrand (côté avenue de Boirargues) ;
- le Parking des Acilius depuis l'Avenue de Boirargues vers et jusqu'à l'Avenue du Mondial 98.

Article 9 :

Il est instauré une mise en impasse sur le Parking des Aromias depuis la Rue de Raguse jusqu'à l'Avenue Marie de Montpellier.

Article 10 :

Il est créé une bande cyclable unidirectionnelle réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues sur le trottoir dans le Parking des Acilius depuis l'Avenue du Mondial 98 vers et jusqu'à l'Avenue de Boirargues.

Article 11 :

L'arrêt et le stationnement sont interdits Place Ernest Granier des deux côtés.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 12 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet sur :

- le Parking des Agapanthias ;
- le Parking des Aromias ;
- le Parking des Anthaxias ;
- le Parking des Acilius .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 13 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé sur :

- le Parking des Agapanthias du côté de l'avenue du Mondial 98 (1 place(s)) et du côté de l'avenue Raymond Dugrand (1 place(s)) ;
- le Parking des Aromias du côté de l'avenue Marie de Montpellier (1 place(s)) et du côté de

- l'avenue Raymond Dugrand (1 place(s)) ;
- le Parking des Anthaxias au n° 80 (1 place(s)) ;
- le Parking des Acilius du côté de l'avenue du Mondial 98 (1 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 14 :

Les cycles ont un emplacement réservé sur :

- le Parking des Agapanthias au n° 181 (8 place(s)) ;
- le Parking des Aromias du côté de l'avenue Raymond Dugrand (12 place(s)) et du côté de l'avenue Marie de Montpellier (6 place(s)) ;
- le Parking des Anthaxias :
 - du côté de l'avenue Marie de Montpellier (5 place(s)) ;
 - au n° 45 (5 place(s)) ;
 - au n° 80 (10 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant. sur le trottoir.

Article 15 :

Les véhicules de livraison ont 2 places réservées sur le Parking des Agapanthias au droit du n° 181, du côté de l'avenue Raymond Dugrand (1 place(s)), et du côté avenue du Mondial 98 (1 place(s)).

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 16 :

Les transports de fonds ont 1 place réservée sur le Parking des Anthaxias au n° 80.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 17 :

Il est interdit de tourner à gauche dans l'Avenue de Boirargues vers la place Ernest Granier pour tous les véhicules venant du Parking des Anthaxias.

Article 18 :

Une obligation de tourner à droite est instaurée pour les véhicules circulant Parking des Acilius vers l'Avenue du Mondial 98.

Article 19 :

Une obligation de tourner à droite vers la Place Ernest Granier est instaurée pour les véhicules circulant dans le Parking des Agapanthias vers l'Avenue Raymond Dugrand.

Article 20 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 21 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2014-P232 du 19 décembre 2014, susvisé est abrogé.

Article 22 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **- 6 AVR. 2017**

Arrêté n° 2017-T765

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Foch
Défilé AS St MARTIN**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-4, R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du défilé. à la demande de AS Saint Martin ;

Arrête :

Article 1er :

Le **15 avril 2017**, Rue Foch jusqu'au Peyrou et retour sur la Comédie devant le théâtre, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Article 2 :

- Le **15 avril 2017** le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Le **15 avril 2017** la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
- le **15 avril 2017** la circulation est interdite dans le sens du défilé.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du défilé par la Police

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'AS Saint Martin

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

10 AVR. 2017



Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Avelaniers

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T196 du **25 janvier 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur les réseaux d'eaux usées et d'eau potable à la demande de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **31 mars 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T196 du **25 janvier 2017** sont prorogées jusqu'au **14 avril 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017



570

Arrêté n° 2017-T767

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Puech Villa

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau pluvial à la demande du Service Pluvial ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, la Rue de Puech Villa sur une distance de 50m de part et d'autre du n°99 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, Rue de Puech Villa des 2 côtes sur une distance de 50m de part et d'autre du n°99, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SCAM TP.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T768

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
MATCH MHSC - LORIENT

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - LORIENT ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Samedi 15 avril 2017 MHSC - LORIENT
Le coup d'envoi du match sera donné à 20h00.

Article 2 :

Le **15 avril 2017**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre le rond point Schuman et l'avenue de Louisville côté Nord est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 3 :

Le **15 avril 2017**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **15 avril 2017**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine ainsi que la voie d'accès au tennis club et aux locaux techniques de la piscine, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **15 avril 2017**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.
- L'arrêt et le stationnement sont interdits.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **15 avril 2017**, Rue des Planètes, la circulation est interdite. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 7 :

Le **15 avril 2017**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

Article 8 :

Le **15 avril 2017**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 9 :

Le **15 avril 2017**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 10 :

Le **15 avril 2017**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.
Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.
Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.
Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.
Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

Article 12 :

Le **15 avril 2017**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures .**

Article 13 :

Le **15 avril 2017**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Article 14 :

Le **15 avril 2017**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 15 :

Le **15 avril 2017**, Avenue de Louisville au droit du square de Surville, Il est instauré une mise en impasse.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 17 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 18 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 19 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T769

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Marius Petipa**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **28 avril 2017** inclus, la Rue Marius Petipa est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Eurovia.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "MONTPELLIER" and "POLICE" and features a central emblem. The signature is fluid and extends across the right side of the stamp.

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de la Liberté**

Arrêté n° 2017-T770

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **07 avril 2017** inclus, l'Avenue de la Liberté, du Pont Bertrand Garipuy vers l'Allée de Bosserville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise AER.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 Mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Paul Rimbaud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T577 du **03 mars 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur les réseaux d'eaux usées et d'eau potable à la demande de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **07 avril 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T577 du **03 mars 2017** sont prorogées jusqu'au **14 avril 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017



581

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Rue Chaptal**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'extension du réseau fibre à la demande de Orange ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, le stationnement est interdit Rue Chaptal :

- du côté des numéros impairs, entre le Cours Gambetta et la Rue Saint Claude ;
- du côté des numéros pairs, entre le Cours Gambetta et le n°4.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sogetrel.

Article 4 :

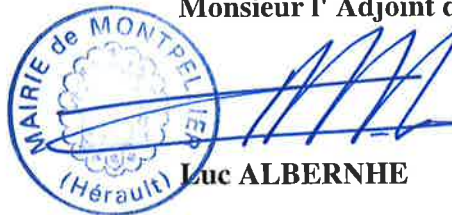
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017

**Arrêté temporaire
Neutralisation de voie
Boulevard d'Orient**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est programmé la réparation et la mise en accessibilité des trottoirs du Boulevard d'Orient ;
- CONSIDÉRANT que, dans le cadre de ces travaux, il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 mars 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, **Boulevard d'Orient**, dans sa partie comprise entre la Rue du Cimetière des Protestants et le Boulevard de Strasbourg, la circulation est soumise aux restrictions suivantes :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale à hauteur de l'atelier de travaux ;
 - la vitesse est limitée à 30 km/h en approche et à hauteur de l'atelier de travaux.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T774

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de Crête**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'espace vert à la demande de Direccte Occitanie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 mars 2017** et jusqu'au **14 avril 2017** inclus, Rue de Crête des deux côtés , le stationnement sur trottoir est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charges des travaux pour le compte de Direccte Occitanie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Direccte Occitanie.

Article 4 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de stationnement Avenue d'Assas, Rue Louis Roumieux, Rue de Las Sorbes, Avenue du Père Soulas et Rond-point Jules Ventre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Défilé du Carnaval de l'Ecole MOZART. ;

Arrête :

Article 1er :

Le **30 mars 2017**, Rond-point Jules Ventre du N°36 au N°165, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **9H00 à 12H00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement par la police municipale

Article 2 :

Le **30 mars 2017**, Rue de Las Sorbes Départ de l'école maternelle Mozard, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **9H00 à 12H00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Le **30 mars 2017**, Avenue du Père Soulas du N° 36 au N°11, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **9H00 à 12H00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **30 mars 2017**, Rue Louis Roumieux, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **9H00 à 12H00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **30 mars 2017**, Avenue d'Assas du N°58 au N°60, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **9H00 à 12H00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **30 mars 2017**, Rue Louis Roumieux Départ du CARNAVAL, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 12h00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Ecole maternelle Mozard

Article 9 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 10 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le : 24 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T777

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue de Clémentville,
Rue des Coronilles
et Rue des Sureaux
CARNAVAL Ecole cité Astruc**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du Carnaval du groupe scolaire Cité Astruc ;

Arrête :

Article 1er :

Le **31 mars 2017**, le stationnement est interdit sur :

- la Rue de Clémentville Départ du Carnaval de l'école Paul LANGEVIN et retour à l'école Paul LANGEVIN ;
- la Rue des Sureaux ;
- la Rue des Coronilles jusqu'à devant l'école maternelle GOETHE.

Ces dispositions sont applicables **de 13h00 à 17h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ces dispositions seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Rue de Maguelone**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de grutage à la demande de la société LOXAM POWER ;

Arrête :

Article 1er :

Le **27 mars 2017**, Rue de Maguelone au droit des escaliers de monoprix pour la livraison d'un groupe électrogène de 2T sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le **27 mars 2017**, Rue de Maguelone positionnement d'une grue au droit des escaliers de monoprix sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société LOXAM POWER

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


Article 6 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de grutage, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : **24 MARS 2017**

Arrêté n° 2017-T780

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Avenue du Pirée**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame LEBLANC Mallory ;

Arrête :

Article 1er :

Le **08 avril 2017**, Avenue du Pirée au droit du N° 974 sur 2 places, le stationnement est interdit. Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame LEBLANC Mallory

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux déménagements, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T782

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Place des Beaux Arts**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame RENIA Rhoda ;

Arrête :

Article 1er :

Le **30 mars 2017**, Place des Beaux Arts au droit du N°4 sur la place sur un emplacement de 10 mètres, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame RENIA Rhoda

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux déménagement de Madame RENIA Rhoda sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N° 2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 21 mars 2017



Monsieur H Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Sens unique Rue Chateaubriand

Arrêté n° 2017-P27

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Chateaubriand, dans le sens du n° 128 vers et jusqu'à la Rue Marie de Sévigné.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 22 mars 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **6 AVR. 2017**

Arrêté n° 2017-T783

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Ray Charles**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'aménagement à la demande de la SERM / SA3M ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 03 avril 2017 et jusqu'au 14 juillet 2017 inclus, la Rue Ray Charles le long du chantier Luminescence est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM / SA3M.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

A circular official stamp of the City of Montpellier is visible, featuring the city's coat of arms and the text "MONTPELLIER" and "HERAULT". A handwritten signature in blue ink is written over the stamp.

Publié le :

24 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T784

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Brumaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'aménagement à la demande de la SERM / SA3M ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 avril 2017** et jusqu'au **02 juin 2017** inclus, la Rue Brumaire au droit du nouveau bâtiment du CNFPT est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une première déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Vendémiaire, emprunte :

- la Place Christophe Colomb

et se termine sur la contre allée de l'Avenue Raymond Dugrand.

Une deuxième déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la contre allée de l'Avenue Raymond Dugrand, emprunte :

- la rue Nivose

et se termine sur la Rue Vendémiaire.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la SERM / SA3M.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T785

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue du Faubourg Boutonnet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose de mobilier urbain à la demande de l'entreprise JCDECAUX ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 avril 2017** et jusqu'au **12 mai 2017** inclus, Rue du Faubourg Boutonnet, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 mars 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 24 MARS 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Georges Auric et Rue du Mas Saint Pierre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de mesures de géodétection de réseaux à la demande de VRD TECT ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **30 mars 2017** et jusqu'au **30 avril 2017** inclus, la Rue du Mas Saint Pierre, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Marché Gare et la Rue de Montels-Eglise sur des tronçon de 30 mètres maximum et selon les nécessités du chantier, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h
- la circulation des véhicules peut être interdite sur l'une des voies. Dans ce cas précis, une déviation est mise en place sur le stationnement;
- la circulation des véhicules peut être alternée par feux ou K10 ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **30 mars 2017** et jusqu'au **30 avril 2017** inclus, la Rue Georges Auric, sur des tronçon de 30 mètres maximum, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h

- la circulation des véhicules peut être interdite sur l'une des voies. Dans ce cas précis, une déviation est mise en place sur le stationnement;
- la circulation des véhicules peut être alternée par feux ou K10 ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VRD TECT.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

24 MARS 2017

Luc ALBERNHE



Arrêté n° 2017-T787

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de Toulouse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement de la fibre optique, à la demande de ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **05 avril 2017** et jusqu'au **06 avril 2017** inclus, l'Avenue de Toulouse, dans sa partie comprise entre la Rue Guillaume Janvier et la Rue Azéma est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTRANASA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 Mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de l'Opale

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement de réseau à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **01 avril 2017** et jusqu'au **30 avril 2017** inclus, Rue de l'Opale au droit du n°8 sur 20 mètres, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de la Constituante,
Rue du Moulin des Sept Cans
et Avenue du Petit Train**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement de réseaux électriques à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, la Rue du Moulin des Sept Cans, dans sa partie comprise entre le Chemin de Moularès et l'Avenue du Petit Train sur 50 mètres et selon les nécessités du chantier, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, l'Avenue du Petit Train sur 50 mètres à l'intersection de la rue du Moulin des Sept Cans et selon les nécessités du chantier, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **21 avril 2017** inclus, Rue de la Constituante, dans sa partie comprise entre la Rue du Moulin des Sept Cans et la Place des Patriotes, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

24 MARS 2017



Arrêté n° 2017-T791

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Jacques Bounin**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'extension de la Maison de retraite, à la demande de EHPAP Jean Périquier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **29 décembre 2017** inclus, la Rue Jacques Bounin, entre le n° 172 et le n° 176 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 Mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

24 MARS 2017

Luc ALBERNHE

A handwritten signature in blue ink is written over a circular official stamp. The stamp features a coat of arms in the center, with the word 'MONTPELLIER' at the top and 'Hérault' at the bottom.

Arrêté n° 2017-T792

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Sainte Anne**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de livraison de matériel à la demande de MUZZARELLI ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 mars 2017** et jusqu'au **29 mars 2017** inclus, Rue Sainte Anne, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Transport BREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 mars 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

24 MARS 2017

Arrêté n° 2017-T793

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Cygne
et Rue des Etuves**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de sondage menés par la Métropole à la demande de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 mars 2017** et jusqu'au **07 avril 2017** inclus, la Rue du Cygne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de sondages menés par la DEA de la Métropole.
- Le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de sondages menés par la DEA de la Métropole.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Grand-Rue Jean Moulin, emprunte :

- la Rue du Cheval Blanc
- et se termine sur la Rue des Etuves.

Article 3 :

À compter du **29 mars 2017** et jusqu'au **07 avril 2017** inclus, Rue des Etuves, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux de sondages menés par la DEA de la Métropole.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise mandatée par la Métropole.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

À compter du **29 mars 2017** et jusqu'au **07 avril 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés aux travaux de sondage menés par la Métropole, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320, ainsi que dans l'aire piétonne.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 22 mars 2017



Madame l'Adjointe au Maire

Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publié le :

31 MARS 2017

